



Les exportateurs rencontrent le Conseil fédéral: il faut améliorer les conditions-cadre

À l'occasion de la neuvième table ronde des exportateurs, des représentants de haut rang de l'économie ont discuté avec le conseiller fédéral Guy Parmelin de l'évolution actuelle des exportations et des perspectives des entreprises exportatrices suisses. L'accent était placé sur les exportations qui continuent de ralentir, la politique européenne, les nouveaux accords de libre-échange ainsi que les conséquences de la situation géopolitique actuelle.

L'industrie suisse d'exportation s'est rendue à Berne pour sa neuvième table ronde avec le conseiller fédéral Guy Parmelin. Il est apparu clairement que la situation actuelle de l'industrie exportatrice est globalement moins favorable qu'au mois de mai, lors de la dernière rencontre. L'inflation élevée qui persiste sur d'importants marchés, l'appréciation du franc suisse, les incertitudes géopolitiques croissantes ainsi que les prix élevés de l'énergie et des matières premières sont autant de difficultés pour ses acteurs.

Les perspectives s'assombrissent

La plupart des secteurs d'exportation sont déjà engagés dans une évolution cyclique à la baisse, qui devrait se poursuivre. Les taux d'intérêt élevés, résultant de la lutte contre l'inflation, ainsi que la pression croissante sur le franc suisse, en raison des incertitudes géopolitiques, empêchent une reprise. Les exportations destinées à l'Allemagne, le deuxième partenaire d'exportation de la Suisse, sont

en baisse. Aux États-Unis, la situation s'améliore, à tout le moins temporairement, grâce aux subventions et au bon moral des consommateurs. Du côté de la Chine, l'évolution conjoncturelle est entachée de risques élevés, notamment en raison des incertitudes sur le marché immobilier, ce qui pèse sur la consommation et les investissements.

La Suisse, en tant que nation exportatrice, a besoin d'un meilleur accès aux marchés

Malgré de nombreux défis, la situation actuelle offre également des opportunités: l'Inde, le Brésil et d'autres marchés de croissance gagnent en importance. Or, pour pouvoir saisir ces opportunités, il faut conclure de nouveaux accords de libre-échange. L'Inde et les pays du Mercosur figurent en tête de la liste des priorités. Les négociations avec la Malaisie, la Thaïlande et le Vietnam sont également importantes.

Bilatérales III: l'économie soutient le Conseil fédéral

La conclusion des discussions exploratoires avec l'UE est une première lueur d'espoir pour l'économie exportatrice suisse. Une grande partie des questions en suspens ont pu être réglées pendant ces discussions, c'est positif. La situation est favorable pour adopter le mandat de négociation, le 15 décembre prochain, en vue de la conclusion des accords bilatéraux III. Pour les milieux économiques suisses, il est crucial que la participation au marché intérieur de l'UE soit assurée sur le long terme et qu'un accord sur l'électricité avec l'UE renforce la sécurité d'approvisionnement sur la durée. Un autre objectif majeur est une association rapide et à part entière de la Suisse au programme de recherche européen «Horizon Europe».

Améliorer les conditions-cadre au lieu d'alourdir les charges

De nouvelles charges ou réglementations, obligations en lien avec le marché du travail, restrictions à l'exportation ou à l'importation et l'introduction d'un mécanisme d'ajustement des émissions de carbone aux frontières de la Suisse vis-à-vis des pays tiers (CH-CBAM) sont à éviter absolument au stade actuel. D'autres demandes concrètes pourront être prises en compte dans les semaines à venir: compte tenu de la grave pénurie de main-d'œuvre qualifiée que connaît la Suisse, les représentants de l'économie se sont expressément prononcés contre une réduction des contingents de ressortissants d'États tiers. En outre, la Suisse serait bien inspirée de ne pas introduire l'imposition minimale de l'OCDE à un stade précoce. Le cas échéant, les entreprises concernées risqueraient de subir des désavantages concurrentiels de taille.

La neuvième table ronde a mis en évidence que, tensions géopolitiques oblige, les risques liés aux exportations ne se sont pas atténués et freinent la propension des entreprises à investir. Les entreprises exportatrices suisses sont certes habituées aux incertitudes et se sont montrées étonnamment résistantes ces dernières années, même en temps de crise, mais l'environnement reste très exigeant. Même si la pression en vue de l'introduction de subventions s'accroît à l'étranger, la Suisse ne doit pas suivre la tendance. Il est d'autant plus important que les conditions-cadre de l'économie d'exportation soient non seulement maintenues, mais également améliorées.